

RIBER S.A
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Au capital de 3.091.348,96€
Siège social : 31, Rue Casimir Perier
95873 Bezons Cedex
R.C.S Pontoise 343 006 151

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

AU 30 JUIN 2012

SOMMAIRE

	Pages
<u>RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE</u>	3-4
<u>ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2012</u>	5
<u>COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2012</u>	6
ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDE	7-8
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	9
ETAT DU RESULTAT GLOBAL	9
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE	10-11
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDE.....	12
NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES RESUMES	13-24
<u>RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES</u>	25-28

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

ACTIVITE ET EVENEMENTS IMPORTANTS DU SEMESTRE

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé de Riber pour le premier semestre 2012 s'est établi à 9,4 M€, à comparer à 13,0 M€ pour la même période de l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires par lignes de produits se décompose comme suit :

M€	S1 2012	S1 2011	Evolution *
Systemes	6,4	3,4	+89 %
Services et accessoires	2,2	2,6	-15 %
Cellules et sources	0,8	7,0	-89 %
Total CA publié	9,4	13,0	-28 %

* pourcentages calculés sur des bases en euros

Dans un contexte économique difficile affectant le secteur des semi-conducteurs, le chiffre d'affaires du 1er semestre 2012 montre un changement de mix produit au profit de ventes de systèmes MBE inégalées depuis 2002.

Au cours du semestre, la société a ainsi facturé six machines MBE contre trois au 1er semestre 2011, consolidant ainsi ses positions commerciales, notamment dans le secteur de la recherche.

Les ventes de services et accessoires sont en retrait de 15 % par rapport à l'année précédente du fait du ralentissement de la demande, notamment en Europe et aux Etats-Unis. Riber a entrepris un effort important afin de reconstituer son carnet de commande sur ce segment avec pour effet un redressement de l'activité au troisième trimestre 2012.

Les ventes de cellules et sources d'évaporation reculent par rapport à l'année précédente qui comprenait la livraison d'une importante commande d'investissement pour des équipements destinés à la production d'OLED en Asie.

Au 30 juin 2012, les ventes de RIBER se répartissent entre l'Asie (39 %), l'Europe (37 %) et l'Amérique du Nord (24 %).

Résultat

La marge brute avant variation des provisions de stocks s'est établit à 3.021 K€ soit 32% du chiffre d'affaires contre une marge de 5.644 K€ (43% du chiffre d'affaires) au 30 juin 2011. La baisse de la marge reflète l'évolution défavorable du chiffre d'affaires et du mix par rapport à une référence particulièrement favorable.

Le provisionnement des stocks entraine par ailleurs une dotation nette de 174 K€ (contre une reprise de 241 K€ au 30 juin 2011) portant la marge brute à 2.847 K€ (5.885 K€ au 30 juin 2011).

Les charges commerciales (2.172 K€) augmentent de 108 K€ du fait du renforcement des structures dédiées à la commercialisation des cellules d'effusion et des services (+381 K€), partiellement compensé par la baisse du postes des commissions aux agents (-273 K€).

Les frais de recherche et développement (883 K€) après activation et prise en compte du Crédit Impôt Recherche sont en hausse de 266 K€, du fait principalement du renforcement des équipes dédiées, de la hausse des frais de dépôt de brevets et de l'importance des dépenses liées aux prototypes. Durant le premier semestre, Riber a accru son effort d'innovation dans le domaine des systèmes MBE (mise au point de deux nouveaux modèles destinés au monde de la recherche et développement d'une nouvelle gamme destinée aux industriels) et des cellules d'effusion destinées en particulier à l'industrie du Solaire. Par ailleurs, Riber a poursuivi ses travaux portant sur une nouvelle génération de cellules destinées à la production d'OLED et engagé, en partenariat avec IMEC, un programme de recherche pluriannuel pour l'intégration et le développement de la MBE dans la chaîne de production Silicium.

Les charges administratives (1.089 K€) augmentent de 64 K€ (+6 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent du fait essentiellement de la progression de la masse salariale, des jetons de présence et des charges d'honoraires.

Le résultat financier est positif de 123 K€ contre un résultat positif de 44 K€ au 30 juin 2011. Cette évolution s'explique essentiellement par un résultat de change plus favorable.

Le résultat semestriel net (part du groupe) présente une perte de 1.043 K€ contre un bénéfice net de 1.795 K€ au 30 juin de l'exercice précédent.

Trésorerie et investissements

Le niveau de trésorerie à fin juin 2012 est de 6,0 M€, en baisse de 6,1 M€ par rapport à décembre 2011 du fait de l'accroissement sensible des stocks (en lien avec un important carnet de commandes livrables en 2012 et 2013), des investissements de R&D (0,5 M€) et d'infrastructure (0,5 M€). A ce titre, Riber poursuit le renouvellement de son infrastructure de production et la réhabilitation d'une importante zone placée en réserve foncière sur le site de Bezons. Enfin, la société a versé en juin 2012 un dividende au titre des résultats 2011 dont le montant s'élève à 1,5 M€.

Effectifs

L'effectif du groupe au cours du premier semestre 2012 s'élevait à 108 personnes (95 au premier semestre 2011). L'augmentation des effectifs résulte du plan s'embauche décidé début 2011 afin d'accompagner la croissance de la société au travers des fonctions de R&D, commerce et production.

Evénements significatifs

Au cours du premier semestre 2012 un conflit entre actionnaires de référence s'est fait jour. Saisi du litige, le Tribunal de Commerce de Pontoise a établi le 3 juillet 2012 qu'un jugement serait rendu le 11 décembre 2012 et a incité les parties à entamer immédiatement une médiation. A ce jour, ce conflit n'a entraîné aucun blocage des instances sociales de Riber.

Après prise en compte de la cession à NGI de la majorité des parts détenues par Michel Picault en avril 2012, l'actionnariat s'établit comme suit :

- NG Investments / N. Goutard : 28,3%
- ISA Finances/ Socodol / B. et I. Raboutet : 14,0%
- Ormylia/ J. Kielwasser : 10,5%
- Autodétention : 2,0 %
- Flottant : 45,2%

Evénement postérieur à la clôture

Constatant que deux projets de recherche anciens ayant fait l'objet d'une avance remboursable n'ont pas eu les résultats et débouchés attendus, OSEO a accepté d'abandonner une partie des créances afférentes (579 K€) en août 2012.

EVOLUTION PREVISIBLE DE L'ACTIVITE AU COURS DE L'EXERCICE 2012 – PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

Le carnet de commandes au 30 juin 2012 s'élève à 21,5 M€, en progression de 19 % par rapport au 30 juin 2011. Par lignes de produits, il se décompose comme suit :

M€	S1 2012	S1 2011	Evolution *
Carnet de commandes systèmes	18,8	15,1	+24 %
Carnet de commandes services et accessoires	1,7	1,7	-2 %
Carnet de commandes cellules et sources	1,0	1,2	-17 %
Total carnet de commandes	21,5	18,0	+19 %

* pourcentages calculés sur des bases en euros

Au cours du 2ème trimestre 2012, RIBER a obtenu quatre commandes de systèmes MBE pour des laboratoires de recherche en Allemagne, en Chine, en France et au Japon, contre deux systèmes de recherche vendus au 2ème trimestre 2011. Au 30 juin 2012, le carnet est composé de 16 systèmes livrables entre 2012 et 2013 ainsi que d'une commande complémentaire de cellules d'effusions destinées à la production d'OLED.

Comme annoncé précédemment, la diminution du carnet de commandes de cellules et sources s'explique par une période de transition entre deux vagues d'investissements dans le secteur des OLED. Riber poursuit pour autant la mise au point d'une nouvelle génération de gamme de cellules OLED destinée à renforcer ses positions commerciales dans ce secteur porteur.

Riber est par ailleurs directement impacté par les difficultés du marché des panneaux solaires, essentiellement dues à des phénomènes conjoncturels (surstockage de la part des acteurs chinois du marché).

Compte tenu du carnet de commandes actuel et du programme de livraison d'ici la fin de l'exercice, le chiffre d'affaires 2012 devrait s'établir entre 26 et 28 M€, permettant à RIBER d'être bénéficiaire en 2012 avec un résultat opérationnel compris entre 7 % et 9 % de son chiffre d'affaires incluant un abandon de créance d'un montant de 579 K€.

Il n'est pas anticipé pour les six mois restants de l'exercice de risques et incertitudes autres que ceux décrits au paragraphe 9 des annexes aux comptes consolidés 2011 publiés le 20 avril 2012.

TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Le Groupe n'a pas d'autre partie liée que ses dirigeants. La rémunération des organes d'administration et de surveillance est indiquée au paragraphe 7.5 des notes annexes aux comptes consolidés.

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2012

« J'atteste qu'à ma connaissance les comptes consolidés résumés pour le premier semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-après présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restant de l'exercice. »

Bezons, le 18 septembre 2012,

Frédéric GOUTARD
Président du Directoire de Riber SA

COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2012

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDE

BILAN ACTIF

(En milliers d'euros)	Note	30 juin 2012	31 décembre 2011
Ecart d'acquisition	(6.1)	820	820
Immobilisations incorporelles	(6.2)	1 692	1 312
Immobilisations corporelles	(6.3)	7 918	7 707
Actifs financiers	(6.4)	170	196
Impôts différés actifs	(6.13)	194	194
TOTAL DE L'ACTIF NON COURANT		10 794	10 229
Stocks et en-cours	(6.5)	14 606	11 394
Créances Clients	(6.6)	5 628	5 199
Autres actifs courants	(6.7)	1 356	1 188
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(6.8)	5 984	12 125
TOTAL DE L'ACTIF COURANT		27 574	29 906
TOTAL DE L'ACTIF		38 368	40 135

BILAN PASSIF

(En milliers d'euros)	Note	30 juin 2012	31 décembre 2011
CAPITAUX PROPRES			
Capital social	(6.15)	3 091	3 091
Primes		22 466	23 980
Réserves		(1 485)	(5 688)
Ecart de conversion		2	23
Résultat groupe		(1 043)	4 290
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE		23 031	25 696
Participation ne donnant pas le contrôle			
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		23 031	25 696
Passifs financiers à plus d'un an	(6.9)	40	580
Impôts différés passifs	(6.13)		-
Provisions non courantes	(6.10)	525	540
TOTAL DU PASSIF NON COURANT		565	1 120
Passifs financiers à moins d'un an	(6.9)	862	330
Provisions courantes	(6.10)	670	741
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	(6.11)	3 440	3 411
Dettes d'impôt			369
Autres dettes	(6.12)	9 800	8 468
TOTAL DU PASSIF COURANT		14 772	13 319
TOTAL DU PASSIF		38 368	40 135

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(En milliers d'euros)	Note	30 juin 2012	30 juin 2011
Chiffre d'affaires	(7.1)	9 374	13 013
Coût des produits vendus		(6 353)	(7 369)
Variation des provisions sur stock	(6.5)	(174)	241
MARGE BRUTE		2 847	5 885
Charges commerciales	(7.2)	(2 172)	(2 064)
Charges de recherche et développement	(7.3)	(883)	(617)
Charges administratives		(1 089)	(1 025)
Autres charges et produits opérationnels		131	(429)
RESULTAT OPERATIONNEL		(1 166)	1 751
Coût de l'endettement financier net	(7.6)		
Autres produits et charges financiers	(7.6)	123	44
Impôts sur les résultats			
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		(1 043)	1 795
Participation ne donnant pas le contrôle			
RESULTAT NET (PART DU GROUPE)		(1 043)	1 795
Résultat de base par action	(4)	(0,06)	0,10
Résultat dilué par action	(4)	(0,06)	0,10

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

(En milliers d'euros)	30 juin 2012	30 juin 2011
Résultat net	(1 043)	1 795
Instruments financiers	(61)	(17)
Impôt différé sur instruments financiers	0	0
Ecart de conversion	(21)	29
Total des autres éléments du résultat global	(82)	12
Résultat Global	(1 125)	1 807
Dont: Part du groupe	(1 125)	1 807
Participation ne donnant pas le contrôle	-	-

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

(En milliers d'euros)	30 juin 2012	30 juin 2011
Résultat net	(1 043)	1 795
Dotations nettes aux amortissements et provisions	394	463
Eliminations des profits et pertes de réévaluation (juste valeur)	25	
Plus ou moins values de cession		
Charges et produits calculés liés aux rachats d'actions propres	(26)	(153)
Autres produits sans incidence sur la trésorerie		
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	(650)	2 105
Charge/ (Produits) d'impôt (dont Impôts différés)		(212)
Elimination du coût de l'endettement financier		
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	(650)	1 893
Incidence de la variation du besoin en fond de roulement	(2 642)	777
Impôts payés (reçus)	(231)	29
Flux de trésorerie généré par l'activité	(3 523)	2 699
Incidence des variations de périmètre		
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations incorporelles	(547)	(162)
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles	(523)	(168)
Variation des dettes fournisseurs d'immobilisations corporelles et incorporelles	(79)	(121)
Encaissements résultant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		5
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières		
Variation nette des prêts et créances financières	26	154
Autres flux liés aux opérations d'investissements		
Flux de trésorerie provenant des opérations d'investissements	(1 123)	(292)
Augmentation de capital		
Rachat et reventes d'actions propres		
Intérêts financiers nets versés		
Encaissements provenant de nouveaux emprunts		
Remboursements d'emprunts	(8)	(82)
Dividendes versés	(1 514)	(1 134)
Flux de trésorerie provenant des opérations de financement	(1 522)	(1 216)
Incidences des variations de taux de change	28	(18)
Variation de trésorerie	(6 140)	1 173
Trésorerie à l'ouverture	12 125	10 524
Trésorerie à la clôture	5 984	11 697
Variation de trésorerie	(6 140)	1 173

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE – ANALYSE DE LA VARIATION DU BFR

(En milliers d'euros)	30 juin 2012	30 juin 2011
Stocks	(3 208)	(2 617)
Clients et comptes rattachés	(388)	2 374
Avances et acomptes versés sur commandes	(36)	(12)
Créances sur organismes sociaux	(20)	
Créances d'impôt (hors IS)	(255)	(435)
Autres créances	(91)	(51)
Charges constatées d'avance	(2)	91
Sous-total	(4 000)	(650)
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	48	747
Clients avances et acomptes reçus	1 960	1 056
Dettes sociales	(324)	(257)
Dettes fiscales	(35)	(40)
Autres dettes	(195)	55
Produits constatés d'avance	(96)	(134)
Sous-total	1 358	1 427
Total	(2 642)	777

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDE

<i>(En milliers d'euros, sauf données par action)</i>	Nombre d'actions	Montant du capital	Primes d'émission	Réserves consolidées	Résultat consolidé	Ecart de conversion	Total des capitaux propres (part groupe)
Capitaux propres au 31/12/2010	19 320 931	3 091	25 114	(7 211)	1 777	48	22 819
Affectation du résultat				1 777	(1 777)		
Résultat net de la période					1 795		1 795
<i>Instruments financiers</i>				(17)			(17)
<i>Ecart de conversion</i>						29	29
Autres éléments du résultat global				(17)		29	12
Résultat global de la période				(17)	1 795	29	1 807
Acquisition ou cession de titres d'auto-contrôle				(153)			(153)
Dividendes versés			(1 134)				(1 134)
Augmentation de capital							
Total des transactions avec les actionnaires			(1 134)	(153)			(1 287)
Capitaux propres au 30/06/2011	19 320 931	3 091	23 980	(5 604)	1 795	77	23 339
Capitaux propres au 31/12/2011	19 320 931	3 091	23 980	(5 688)	4 290	23	25 696
Affectation du résultat				4 290	(4 290)		
Résultat net de la période					(1 043)		(1 043)
<i>Instruments financiers net d'impôt</i>				(61)			(61)
<i>Ecart de conversion</i>						(21)	(21)
Autres éléments du résultat global				(61)		(21)	(82)
Résultat global de la période				(61)	(1 043)	(21)	(1 125)
Acquisition ou cession de titres d'auto-contrôle				(26)			(26)
Dividendes versés			(1 514)				(1 514)
Augmentation de capital							
Total des transactions avec les actionnaires			(1 514)	(26)			(1 539)
Capitaux propres au 30/06/2012	19 320 931	3 091	22 466	(1 485)	(1 043)	2	23 031

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2012

1 INFORMATIONS GENERALES

Riber SA et sa filiale (« le Groupe ») développent, fabriquent et vendent des systèmes d'épithaxie par jets moléculaires (technologie EJM appelée aussi MBE, *molecular beam epitaxy*) ainsi que des sources d'évaporation et des cellules destinées à l'industrie des semi-conducteurs. Ces équipements de haute technologie sont essentiels pour la fabrication des matériaux semi-conducteurs composés et de nouveaux matériaux qui sont utilisés dans de nombreuses applications grand public, notamment pour les nouvelles Technologies de l'Information, les écrans plats OLED, et les nouvelles générations de cellules solaires.

Riber SA est une société anonyme dont les actions sont cotées sur le compartiment C de la Bourse Euronext de Paris et dont le siège social est situé 31 Rue Casimir Perier, 95 873 Bezons.

Les présents états financiers consolidés résumés ont été arrêtés par le Directoire et le Conseil de Surveillance le 18 septembre 2012 qui a autorisé leur publication le lendemain.

2 EVENEMENTS MAJEURS DU PREMIER SEMESTRE 2012

Au cours du premier semestre 2012 un conflit entre actionnaires de référence s'est fait jour. Saisi du litige, le Tribunal de Commerce de Pontoise a établi le 3 juillet 2012 qu'un jugement serait rendu le 11 décembre 2012 et a incité les parties à entamer immédiatement une médiation. A ce jour, ce conflit n'a entraîné aucun blocage des instances sociales de Riber.

3 PRINCIPALES METHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés sont présentés en euros et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche sauf indication contraire.

3.1 Principes généraux et déclaration de conformité

Riber (« la Société ») est une entreprise domiciliée en France. Les états financiers consolidés résumés pour la période de 6 mois prenant fin le 30 juin 2012 comprennent la Société et sa filiale (l'ensemble désigné comme « le Groupe »). Ils sont présentés en euros, monnaie fonctionnelle de la société, et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche sauf indication contraire.

En application du règlement n°1126/2008 du Conseil Européen adopté le 3 novembre 2008, les états financiers consolidés résumés du Groupe RIBER au 30 juin 2012 ont été établis en conformité avec les normes comptables internationales telles qu'approuvées par l'Union Européenne au 30 juin 2012 et qui sont d'application obligatoire à cette date, avec, en comparatif, le premier semestre 2011 retraité si besoin selon le même référentiel.

Les normes comptables internationales comprennent les IFRS (*International Financial Reporting Standards*), les IAS (*International Accounting Standards*), et leurs interprétations IFRIC (*International Financial Reporting Interpretations Committee*) et SIC (*Standing Interpretations Committee*).

L'ensemble des textes adoptés par l'Union Européenne est disponible sur le site internet de la Commission Européenne à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm.

Au 30 juin 2012, les normes et interprétations comptables adoptées par l'Union européenne sont identiques aux normes et interprétations d'application obligatoire publiées par l'IASB à l'exception de la norme IAS 39 qui n'a été adoptée que partiellement. Cette divergence est sans effet sur les comptes consolidés résumés du groupe Riber. Par conséquent, les comptes du Groupe sont établis en conformité avec les normes et interprétations IFRS, telles que publiées par l'IASB.

3.2 Référentiel IFRS appliqué

Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans les comptes semestriels 2012 sont identiques à celles des comptes consolidés au 31 décembre 2011, à l'exception de l'amendement à IFRS 7 – Informations à fournir en matière de transfert d'actifs financiers entré en vigueur au 1er janvier 2012.

La norme IFRS 7 portant exclusivement sur l'information à fournir, son amendement n'a pas d'impact significatif sur les états financiers consolidés du Groupe. Les autres textes ne trouvent pas à s'appliquer au Groupe ou n'ont pas d'incidence significative sur les états financiers consolidés du Groupe.

Par ailleurs le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée des normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1er janvier 2012.

Textes adoptés par l'Union européenne

- Amendement à IAS 1 - Présentation des OCI – autres éléments du résultat global (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013) ;
- Révision d'IAS 19 - Avantages au personnel : comptabilisation des régimes à prestations définies (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013).

Textes non adoptés par l'Union européenne

- Amendement à IAS 32 – Compensation des actifs et passifs financiers,
- Amendement à IFRS 7 – Informations à fournir au titre de la compensation des actifs et passifs financiers,
- IFRS 9 – Instruments financiers : classement et évaluation des actifs et passifs financiers,
- IFRS 10 – Etats financiers consolidés,
- IFRS 11 – Partenariats,
- IFRS 12 – Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités,
- IFRS 13 – Evaluation à la juste valeur,
- IAS 27 révisée – Etats financiers individuels,
- IAS 28 révisée – Participations dans les entreprises associées et coentreprises.

Les incidences éventuelles de ces textes sur les comptes consolidés sont en cours d'évaluation.

3.3 Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers consolidés conformément aux IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables qui peuvent être déterminantes et qui sont susceptibles d'affecter les montants d'actifs et de passifs figurant au bilan ainsi que les charges et produits du compte de résultat. Il est possible que les montants effectifs connus ultérieurement soient différents des estimations et hypothèses retenues.

Les estimations et jugements, qui sont continuellement mis à jour, sont fondés sur des informations historiques et sur d'autres facteurs, notamment les anticipations d'événements futurs jugés raisonnables au vue des circonstances.

Les principales estimations et jugements comptables effectués par le Groupe portent sur les points suivants :

- Valeur de réalisation de certains stocks
- Appréciation du risque client et provisions correspondantes
- Tests de dépréciation lorsque la valeur recouvrable est déterminée selon la valeur d'utilité
- Provisions pour risques et charges
- Activation des impôts différés résultant des déficits fiscaux

3.4 Méthodes comptables

Les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2012 sont établis en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». S'agissant de comptes résumés, ils n'intègrent pas toutes les informations et notes annexes requises pour l'établissement des états financiers annuels complets, et à ce titre ils doivent être lus en liaison avec les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2011 publiés au sein du rapport annuel 2011 et disponibles sur le site de la société dans sa version en Français (www.riber.com, rubrique Investisseurs/Rapports financiers/Assemblée des actionnaires).

En particulier, les méthodes comptables appliquées par le Groupe ne sont pas reprises dans les comptes consolidés résumés.

4 RESULTAT PAR ACTION : BASE DE CALCUL

Le résultat par action non dilué est obtenu en divisant le résultat net par le nombre moyen sur la période d'actions composant le capital. Pour le résultat par action dilué, la moyenne pondérée des actions ordinaires en circulation est ajustée pour tenir compte de la conversion en actions ordinaires potentiellement dilutives, des options accordées au personnel.

	30 juin 2012	30 juin 2011
Moyenne pondérée des actions ordinaires composant le capital et servant à calculer le résultat par action non dilué	18 934 336	18 617 256
Actions ordinaires potentielles dans l'hypothèse de l'exercice de la totalité des bons/options de souscription	0	0
Moyenne pondérée des actions ordinaires et potentiellement dilutives servant à calculer le résultat par action dilué	18 934 336	18 617 256

Les titres auto-détenus portés en déduction des capitaux propres consolidés ont été exclus du nombre moyen pondéré des actions en circulation pour leur montant moyen au 30 juin 2012, soit 386.595 actions.

Le calcul est effectué en prenant pour hypothèse que les fonds sont recueillis à la date d'émission des bons et options de souscription d'actions et sont supposés être affectés au rachat d'actions au prix du marché.

5 PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Sociétés consolidées par intégration globale :

Société	Siège	% contrôle	% d'intérêt
Riber SA	31 rue Casimir Perier 95873 BEZONS France	Mère	Mère
Riber Inc	15 Liberty Street, Metuchen NJ 08840 USA	100	100

6 NOTES SUR LE BILAN

6.1 ECART D'ACQUISITION

L'écart d'acquisition correspond à l'acquisition de la société Addon SAS en 2004. Le montant de l'écart d'acquisition initial était de 2 156 K€. L'opération de transmission du patrimoine d'Addon SAS vers Riber SA en 2008 n'a pas eu d'incidence sur la valeur de l'écart d'acquisition.

Aucun mouvement n'a affecté ce poste au 30 juin 2012. A la clôture de chaque exercice, un test de dépréciation a été formalisé consistant à comparer les actifs et passifs de la société Addon SAS, ainsi que l'écart d'acquisition dégagé, aux flux futurs de trésorerie actualisés issus des prévisions d'activité et de résultat de cette société.

Un test de dépréciation a conduit au 31 décembre 2006 à constater une perte de valeur sur l'écart d'acquisition de 486 K€ afin de ramener celui-ci à une valeur nette de 1.670 K€. Une perte de valeur complémentaire de 850 K€ a été comptabilisée au 31 décembre 2007 du fait de la diminution du chiffre d'affaires de cette filiale en 2007 et des perspectives futures de vente.

Un test de dépréciation a été réalisé à fin 2011 sur la base des hypothèses suivantes :

- périmètre : activité « cellules et sources »
- taux d'actualisation après impôts : 11,00 %
- durée des prévisions établies : 5 ans
- taux de croissance terminale de l'activité : 2 %

Les résultats de ce test ont conduit à maintenir l'évaluation inchangée et la valeur nette de cet écart d'acquisition au 31 décembre 2011 est de 820 K€. Au 30 juin 2012, la société estime qu'aucun indice de perte de valeur n'est apparu sur la période.

6.2 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(En milliers d'euros)	Concessions et brevets	Marques	Frais de dévelop pement.	Autres immo incorp	Total
Valeurs brutes à l'ouverture	1 115	80	1 045	687	2 927
Amortissements cumulés à l'ouverture	(909)		(604)	(102)	(1 615)
Valeurs nettes comptables à l'ouverture	206	80	441	585	1 312
Différences de change					
Acquisitions	44		502		546
Cessions					
Reclassement					
Dotations, reprises aux amortissements	(60)		(89)	(17)	(166)
Valeurs brutes à la clôture	1 159	80	1 547	687	3 473
Amortissements cumulés à la clôture	(969)		(693)	(119)	(1 781)
Valeurs nettes comptables à la clôture	190	80	854	568	1 692

L'accroissement des immobilisations incorporelles provient essentiellement de l'immobilisation des frais de mise au point au cours du premier semestre 2012 de deux nouveaux modèles de machines MBE de recherche ainsi que des premiers frais d'études d'une nouvelle machine MBE de production. Les frais de R&D activés au 30 juin viennent en contrepartie des rubriques « coût des produits vendus » (313 K€) et « charges de R&D » (189 K€).

6.3 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(En milliers d'euros)	Terrains	Construc- tions	Installations techniques et agencements	Materiel de transport	Mobiliers et materiel informatique	Immob. en cours	Total
Valeurs brutes à l'ouverture	2 335	778	10 015		610	167	13 905
Amortissements cumulés à l'ouverture		(197)	(5 502)		(499)		(6 198)
Valeurs nettes comptables à l'ouverture	2 335	581	4 513		111	167	7 707
Différences de change			1				1
Acquisitions			209		31	284	524
Cessions					(27)		(27)
Reclassement							
Dotations et reprises aux amortissements		(18)	(272)		3		(288)
Valeurs brutes à la clôture	2 335	778	10 225		614	451	14 403
Amortissements cumulés à la clôture		(215)	(5 774)		(496)		(6 485)
Valeurs nettes comptables à la clôture	2 335	563	4 451		118	451	7 918

Fin 2011, Riber a engagé un important chantier de réhabilitation d'un atelier sur le site de Bezons, actuellement placé en réserve foncière. Ces travaux sont livrables à la fin du second semestre 2012 et faciliteront une extension des capacités de production dès que nécessaire. L'accroissement des immobilisations en cours s'explique par ce chantier.

6.4 ACTIFS FINANCIERS

(En milliers d'euros)	30 juin 2012	31 décembre 2011
Liquidité sur contrat d'animation de cours	157	183
Dépôts et cautionnement	13	13
Total	170	196

6.5 STOCKS ET EN-COURS

(En milliers d'euros)	Matières premières et approvisionnements	En cours	Produits intermédiaires et produits finis	Total
Valeurs brutes à l'ouverture	7 250	5 758	2 858	15 866
Provisions cumulées à l'ouverture	(3 229)	(99)	(1 144)	(4 472)
Valeurs nettes comptables à l'ouverture	4 021	5 659	1 714	11 394
Différences de change	3			3
Variations de périmètre				
Variations	1 976	387	1 019	3 382
Reclassement				
Provision	3	(7)	(169)	(173)
Valeurs brutes à la clôture	9 232	6 145	3 877	19 254
Provisions cumulées à la clôture	(3 229)	(106)	(1 313)	(4 648)
Valeurs nettes comptables à la clôture	6 003	6 039	2 564	14 606

Le stock de Produits intermédiaires et produits finis est constitué essentiellement de produits et composants destinés à la production de systèmes MBE et, dans une faible mesure, de composants destinés à l'activité de vente de services et accessoires. Ces stocks augmentent en valeur brute de 3,0 M€ au cours du 1^{er} semestre 2012 du fait des approvisionnements réalisés afin de satisfaire le plan de production du second semestre 2012 et améliorer les conditions de disponibilité des pièces dédiées à l'activité « services et accessoires ».

La progression des stocks d'encours s'explique par le niveau élevé du carnet de commandes à fin juin 2012 permettant la mise en production au cours du premier semestre d'un nombre significatif de machines livrables au second semestre. A ce titre, trois machines MBE de recherche étaient en cours d'assemblage final au 30 juin 2012. Par ailleurs, à cette même date, une machine MBE de production était achevée et en cours de qualification ; pour des raisons contractuelles, la vente de cette machine ne sera reconnue qu'à l'achèvement de ces opérations, prévu au second semestre 2012.

6.6 CREANCES CLIENTS

(En milliers d'euros)	30 juin 2012	31 décembre 2011
Créances clients et comptes rattachés	6 097	5 710
Provision pour dépréciation	(469)	(511)
Valeur nette des créances clients et comptes rattachés	5 628	5 199

6.7 AUTRES ACTIFS COURANTS

(En milliers d'euros)	Prêts, cautionn. & aut. créances	Avances et acomptes sur commandes	Créances sur personnel & org. sociaux	Etat créances d'impôt (Hors IS)	Etat créances d'impôt sur les bénéfiques	Autres créances	Charges constatées d'avance	Total
Valeurs brutes à l'ouverture		140	24	652	317	10	82	1 225
Provisions cumulées à l'ouverture		(37)						(37)
Valeurs nettes comptables à l'ouverture		103	24	652	317	10	82	1 188
Différences de change								
Variations de périmètre								
Variations		78	21	(75)	93	49	2	169
Reclassement								
Provision								
Valeurs brutes à la clôture		218	45	577	410	59	84	1 393
Provisions cumulées à la clôture		(37)						(37)
Valeurs nettes comptables à la clôture		182	45	577	410	59	84	1 356

6.8 TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

(En milliers d'euros)	30 juin 2012	31 décembre 2011
Disponibilités	2 371	2 830
Valeurs mobilières de placement	3 613	9 295
Trésorerie active	5 984	12 125
Concours bancaires courants		
Trésorerie passive		
Trésorerie nette	5 984	12 125

La société investit ses excédents de trésorerie sur des valeurs mobilières de placement à fort coefficient de liquidité : comptes à terme ouverts auprès de ses deux partenaires bancaires (3,5 M€ à fin juin 2012) et SICAV de trésorerie (87 K€). Ces titres sont valorisés à leur valeur de marché à la clôture. Aucun risque de perte de valeur n'est supporté sur ces valeurs mobilières de placement.

La diminution de la trésorerie s'explique principalement par le contexte déficitaire, l'accroissement des stocks nets (+3,2 M€) et le versement des dividendes au titre des résultats 2011 (1,5 M€).

6.9 PASSIFS FINANCIERS

(En milliers d'euros)	Emprunt auprès des établissements de crédit	Emprunts sur crédit bail	Total non courants	Emprunt auprès des établissements de crédit	Emprunts sur crédit bail	Comptes bancaires courants	Total courants
Solde net à l'ouverture	580		580	330			330
Différences de change							
Variation de périmètre							
Changement de méthode							
Juste valeur							
Emission							
Remboursement				(8)			(8)
Reclassements	(540)		(540)	540			540
Autres mouvements							
Total	40		40	862			862

Au 30 juin 2012, les emprunts auprès d'établissements de crédit sont constitués exclusivement d'avances remboursables octroyées par OSEO afin de financer deux programmes de recherche. Constatant que ces deux projets n'ont pas eu les résultats et débouchés attendus, OSEO a accepté au début du second semestre 2012 d'abandonner une partie des créances afférentes (579 K€). Cet abandon de créance sera comptabilisé au second semestre 2012.

Echéancier des emprunts

(En milliers d'euros)	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	Plus de cinq ans	Total
Emprunt auprès des établissements de crédit	862	40	-	-	-	-	902
Emprunt sur crédit-bail	-	-	-	-	-	-	-
Total	862	40	-	-	-	-	902

6.10 PROVISIONS

Provisions non courantes

Les provisions non courantes d'un montant de 525 K€ au 30 juin 2012 correspondent aux indemnités de départ à la retraite et aux médailles du travail.

Les engagements retraite sont déterminés à chaque clôture annuelle selon une méthode actuarielle intégrant des hypothèses d'évolution des salaires et d'âge de départ en retraite. En l'absence d'événement majeur intervenu sur le 1er semestre 2012, le montant de la provision au 30 juin 2012 est basé sur une extrapolation du calcul annuel.

Provisions courantes

(En milliers d'euros)	Provisions pour garantie	Provisions pour litiges	Provisions pour risques	Total
Solde net à l'ouverture	379	39	323	741
Différences de change				
Variation de périmètre				
Changement de méthode				
Dotations	23		103	126
Reprises provisions utilisées	(161)	(8)	(6)	(175)
Reprises provisions non utilisées			(22)	(22)
Reclassements				
Autres mouvements				
Total	241	31	398	670

La diminution des provisions pour garantie est imputable à la baisse d'activité comparée à l'année précédente.

6.11 DETTES FOURNISSEURS

(En milliers d'euros)	30 juin 2012	31 décembre 2011
Fournisseurs de biens et services	3 335	3 238
Fournisseurs d'immobilisations	105	173
Total	3 440	3 411

6.12 AUTRES DETTES

(En milliers d'euros)	30 juin 2012	31 décembre 2011
Dettes fiscales et sociales	2 303	2 771
Avances reçues sur commande	7 002	4 998
Autres dettes et comptes de régularisation	3	97
Commissions à payer aux agents	217	412
Instruments dérivés	275	190
Total	9 800	8 468

L'accroissement des avances reçues à la commande s'explique par la hausse du carnet de commande (21,5 M€ à fin juin 2012 et 19,4 M€ à fin décembre 2011).

Afin de gérer le risque lié aux fluctuations des taux de change, le groupe utilise des contrats de couverture à terme en devises étrangères. Ces contrats sont conclus lors de la prise de commande de chaque machine sur la base des échéances de paiement prévues au contrat. Au 30 juin 2012, quatre affaires font l'objet d'une couverture de change pour un montant de 2.367 K\$ et un contrat fait l'objet d'une couverture de change pour un montant de 1.960 K dollars Singapourien. Ces contrats ont des échéances inférieures à 12 mois.

6.13 IMPOTS DIFFERES

Au 31 décembre 2011, le Groupe disposait de déficits fiscaux indéfiniment reportables sur les bénéfices fiscaux futurs de la société Riber SA. Le montant de ces déficits fiscaux s'élevait à 13,7 M€.

Au 31 décembre 2011, le groupe, dans le cadre d'une amélioration de sa rentabilité et de perspectives lui permettant de prévoir l'utilisation de ces déficits, a décidé d'activer à hauteur de 110 K€ les impôts différés résultant des déficits fiscaux recouvrables à l'horizon d'un an. Dans le cadre des arrêtés futurs et si les niveaux d'activité et de rentabilité se confirmaient, le Groupe se réserve la possibilité d'activer ces déficits à plus d'un an.

L'impôt comptabilisé dans les comptes intermédiaires est déterminé en appliquant au résultat de la période intermédiaire avant impôt, le taux d'impôt effectif moyen estimé pour la période annuelle. Le résultat avant impôt de la situation intermédiaire du 30 juin 2012 conduirait à reconnaître un produit d'IS, qui ne reflète pas l'impôt attendu au 31/12/2012. Par conséquent, aucune charge d'impôt n'a été comptabilisée dans les comptes intermédiaires.

6.14 AUTRES ENGAGEMENTS

(en milliers d'euros)	30 juin 2012	31 décembre 2011
Cautions accordées aux clients	5 591	4 339

La société a consenti au 30 juin 2012, dans le cadre de 13 contrats de vente, des cautions bancaires à hauteur de 5,6 M€ aux clients concernés. Afin de garantir l'une de ces cautions, elle accorde un nantissement de compte à terme au profit de l'établissement bancaire émetteur, à hauteur de 1,1 M€.

Engagements de location simple

(en milliers d'euros)	A 1 an	A 2 ans	A 3 ans
Locations immobilières	56	58	60

Les données correspondent à la location de bureaux à Metuchen (Etats-Unis) et à Shanghai (Chine).

6.15 CAPITAUX PROPRES

Le capital s'élève à 3.091.348,96 € et est composé de 19.320.931 actions d'une valeur nominale de 0,16 €. Aucun mouvement sur le capital n'est intervenu au cours de la période.

Un dividende de 1.513.553 € a été versé en juin 2012 au titre de l'exercice 2011 conformément aux résolutions de l'assemblée générale du 30 mai 2012, intégralement prélevé sur les primes d'émission.

6.16 BONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS ET OPTIONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS

Aucune nouvelle attribution gratuite d'actions n'a eu lieu au cours des exercices 2007 à 2012 inclus.

6.17 RACHAT D' ACTIONS

Un programme de rachat d'actions a été mis en place par le Directoire suite à l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 13 juin 2002 confirmée depuis par les Assemblées Générales Mixtes successives et notamment celle du 26 mai 2011. Un rapport d'information décrivant ce programme de rachat d'actions a été présenté aux actionnaires lors de l'assemblée Générale Mixte du 30 mai 2012.

Au 30 Juin 2012, la Société détient 231.202 actions propres figurant en déduction des capitaux propres consolidés pour un montant brut de 309.194 €. Sur la base de 2,78 € par action correspondant au cours de bourse moyen du mois de juin 2012, la valeur de marché de ces titres au 30 juin 2012 était de 642.742 €.

D'autre part, dans le cadre de son contrat d'animation de cours, Riber SA détenait, au 30 Juin 2012, 168.440 titres figurant également en déduction des capitaux propres consolidés pour un montant brut de 489.660 €. Sur la base de 2,78 € par action correspondant au cours de bourse moyen du mois de juin 2012, la valeur de marché de ces titres au 30 juin 2012 était de 467.943 €. La trésorerie affectée à ce contrat d'animation de cours s'élevait au 30 juin 2012 à 157 K€ et a été classée au bilan en actifs financiers.

6.18 ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS

Le Groupe n'a actuellement pas connaissance de fait exceptionnel, litige ou éléments liés à l'environnement susceptibles d'affecter ou d'avoir affecté substantiellement dans un passé récent son patrimoine, sa situation financière ou son résultat.

7 NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

7.1 INFORMATION SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES

L'analyse du chiffre d'affaires par ligne de produit et zone géographique est présentée ci-après :

Par ligne de produit

(en milliers d'euros)	30 juin 2012	30 juin 2011
Systèmes industriels	1 925	-
Systèmes « recherche et développement »	4 468	3 388
Cellules et sources d'effusion	756	6 995
Accessoires, composants, SAV.	2 225	2 630
TOTAL	9 374	13 013

Dans un contexte économique difficile affectant le secteur des semi-conducteurs, le chiffre d'affaires du 1er semestre 2012 montre, comme anticipé, un changement de mix produit au profit de ventes de systèmes MBE inégalées depuis 2002.

Au cours du semestre, la société a ainsi facturé six machines MBE contre trois au 1er semestre 2011, consolidant ainsi ses positions commerciales, notamment dans le secteur de la recherche. Les ventes de services et accessoires sont en retrait de 15 % par rapport à l'année précédente du fait du ralentissement de la demande, notamment en Europe et aux Etats-Unis. Les ventes de cellules et sources d'évaporation reculent par rapport à l'année précédente qui comprenait la livraison d'une importante commande d'investissement pour des équipements destinés à la production d'OLED.

Par zone géographique

(en milliers d'euros)	30 juin 2012	30 juin 2011
Amérique du Nord	2 199	1 603
Asie	3 654	6 257
Europe	3 494	5 153
Autres	27	-
TOTAL	9 374	13 013

7.2 CHARGES COMMERCIALES

(en milliers d'euros)	30 juin 2012	30 juin 2011
Commissions agents	48	(225)
Frais commerciaux internes	(2 220)	(1 839)
TOTAL	(2 172)	(2 064)

Au cours du premier semestre, le règlement d'un litige avec un ancien agent a permis de reprendre des commissions devenues sans objet et provisionnées sur exercice antérieur à hauteur de 123 K€.

L'accroissement des frais commerciaux s'explique principalement par le renforcement des équipes dédiées à la vente de cellules, accessoires et services.

7.3 FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

(en milliers d'euros)	30 juin 2012	30 juin 2011
Frais bruts	(1 274)	(926)
Subventions	59	32
Déduction du crédit d'impôt recherche	232	212
Activation des frais de développement	189	136
Amortissement des frais de développement	(89)	(71)
TOTAL	(883)	(617)

L'accroissement des frais de R&D s'explique principalement par le renforcement des équipes dédiées, la hausse des frais de dépôt de brevets et de l'importance des dépenses liées aux prototypes et à la sous-traitance (en lien avec le lancement d'un programme de recherche en partenariat avec IMEC).

7.4 EFFECTIF ET MONTANTS DES REMUNERATIONS

L'effectif du Groupe est le suivant :

	30 juin 2012	30 juin 2011
Ingénieurs et cadres	49	37
Agents de maîtrise	17	14
Employés et ouvriers	42	44
TOTAL	108	95

La masse salariale se décompose comme suit :

(En milliers d'euros)	30 juin 2012	30 juin 2011
Salaires et traitements	(3 091)	(2 727)
Charges sociales	(1 212)	(1 051)
Participation des salariés		
Autres charges de personnel	(80)	(71)
Dotations / reprise engagement retraites	16	(28)
TOTAL	(4 367)	(3 877)

L'évolution des charges de personnel s'explique principalement par les revalorisations salariales opérées en début d'année 2012 et par l'augmentation sur un an des effectifs, destinée à accompagner le développement de la société sur les fonctions R&D, commerce et production.

7.5 REMUNERATION DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE SURVEILLANCE

Au cours du premier semestre 2012, la société a versé la somme de 841 K€ (732 K€ au premier semestre 2011) aux membres de son Directoire et à ses principaux dirigeants. L'évolution résulte essentiellement de l'importance des primes sur objectifs de vente 2011 versées début 2012.

En juillet 2012, la société a versé la somme de 170 K€ aux membres de son Conseil de Surveillance au titre des jetons de présence relatifs à l'exercice 2012, en application des résolutions de l'Assemblée Générale du 30 mai 2012. Ces dépenses sont intégrées à hauteur de 50% dans les comptes au 30 juin 2012.

Les membres du Directoire n'ont bénéficié d'aucun plan de stock-options au cours des exercices 2011 et 2012. Il n'existe aucun accord prévoyant une indemnisation des dirigeants en cas de départ autre que l'application des dispositions légales.

7.6 RESULTAT FINANCIER

(En milliers d'euros)	30 juin 2012	30 juin 2011
Produits financiers liés aux placements de trésorerie		
Intérêt des emprunts		
Coût de l'endettement net		
Produits nets sur cession de VMP		34
Instruments de couverture de change	(25)	
Autres frais et produits financiers	27	(11)
Résultat de change	121	21
Total autres charges et produits financiers	123	44
Total	123	44

8 INFORMATION SECTORIELLE

La ventilation du chiffre d'affaires par ligne de produit et par zone géographique est présentée en note 7.1 ci-avant.

Pour des raisons commerciales, la société ne souhaite pas communiquer d'information relative au résultat opérationnel par lignes de produits ou par zones géographiques, dans la mesure où l'ensemble de ses concurrents ne sont pas soumis à une telle obligation. En conséquence, les informations chiffrées ventilées par lignes de produits ou par zones géographiques ne sont produites qu'au niveau du chiffre d'affaires.

9 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Postérieurement au 30 juin 2012, la société a obtenu l'accord formel d'OSEO conduisant à des abandons de créances à hauteur de 579 K€, qui seront comptabilisés sur le deuxième semestre

10 PARTIES LIEES

Le Groupe n'a pas d'autre partie liée que ses dirigeants.

11 INFORMATION SUR LES RISQUES

Il n'est pas anticipé pour les six mois restants de l'exercice de risques et incertitudes autres que ceux décrits au paragraphe 9 des annexes aux comptes consolidés 2011 publiés le 20 avril 2012.

RIBER SA

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2012

BOISSIERE EXPERTISE AUDIT

MAZARS

BOISSIERE EXPERTISE AUDIT

SIEGE SOCIAL: 57 RUE BOISSIERE – 75116 PARIS

TEL : +33 (0) 1 53 65 11 00 – FAX : + 33 (0) 1 45 53 96 09

SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
CAPITAL DE 38 112 EUROS – RCS PARIS B 341 000 958

MAZARS

SIEGE SOCIAL : 61, RUE HENRI REGNAULT – 92400 COURBEVOIE

TEL : + 33 (0) 1 49 97 60 00 – FAX: + 33 (0) 1 49 97 60 01

SOCIETE ANONYME D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
CAPITAL DE 8 320 000 EUROS – RCS NANTERRE B 784 824 153

RIBER SA

Siège Social : 31 rue Casimir Perier – 95 873 Bezons

Société Anonyme au capital de 3.091.348,96 €

N° Siren : RCS Pontoise 343 006 151

Rapport des Commissaires aux Comptes
sur l'information financière semestrielle

BOISSIERE EXPERTISE AUDIT

MAZARS

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

RIBER SA

Comptes semestriels
consolidés résumés au
30 juin 2012

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2012

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société RIBER SA, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

RIBER SA

*Comptes semestriels
consolidés résumés au
30 juin 2012*

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Paris et à Courbevoie, le 19 septembre 2012

Les Commissaires aux Comptes

**BOISSIERE EXPERTISE
AUDIT**

TITA ZEITOUN

MAZARS

ARIANE MIGNON
